

Rapport d’activité 2019

La CIAMS compte maintenant 34 membres de 10 pays

Table des matières

[Synthèse 2](#_Toc41571073)

[Actions en direction du public 2](#_Toc41571074)

[En France 2](#_Toc41571075)

[En Italie 3](#_Toc41571076)

[Serbie 3](#_Toc41571077)

[Campagnes 3](#_Toc41571078)

[Plus belle la vie … oui, mais sans GPA (Campagne) 3](#_Toc41571079)

[Pour une journée des fiertés LGBT sans exploitation (Campagne) 3](#_Toc41571080)

[Cambodge : protestation contre les recommandations du comité CEDEF 3](#_Toc41571081)

[Actions institutionnelles 4](#_Toc41571082)

[CEDH- Cour Européenne pour les droits humains 4](#_Toc41571083)

[Cour de Cassation France et CEDH Action d’Arcilesbica 4](#_Toc41571084)

[New York CSW63 2019 4](#_Toc41571085)

[Lettre à ONU FEMMES 5](#_Toc41571086)

[ONU Rapporteure spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants 5](#_Toc41571087)

[GENEVE (réunion régionale du CEDAW du 28 au 30 octobre) 5](#_Toc41571088)

[Actions auprès des politiques 6](#_Toc41571089)

[Campagne Interpellation des partis politiques sur la GPA à l’occasion des élections européennes sous le titre « Ne pas réglementer la GPA, mais l’abolir ! » 6](#_Toc41571090)

[Publication 6](#_Toc41571091)

[Actes du colloque 2018 6](#_Toc41571092)

[Tribunes 6](#_Toc41571093)

[Fonctionnement 6](#_Toc41571094)

# Synthèse

**L’année 2019** aura été marquée par de nombreuses campagnes grand public. Mais la barrière médiatique est loin d’être franchie. La présence de la CIAMS, au niveau institutionnel est perceptible, même si la position abolitionniste y est rejetée.

Pour ce premier trimestre 2020, La crise liée à la pandémie et le confinement qui en est résulté ont ralenti les actions de la CIAMS au niveau institutionnel comme au niveau grand public. Les conférences et ateliers auxquels la CIAMS devait participer ont toutes été reportée à fin 2020 et début 2021.

Toutefois, la CIAMS a pu rencontrer officiellement le directeur de la chancellerie en France à propos de la conférence de la Haye et de ses travaux sur la maternité de substitution.

Elle a aussi , de concert avec les membres espagnoles (Berta O.Garcia qui a, la première alerté l’opinion) et italiennes mené une campagne menée une campagne suite au blocage des bébés nés de GPA en Ukraine au moment du confinement. Cette campagne a porté ses fruits en termes d’audience et de réaction de la part des personnalités officielles ukrainiennes. Elle été reprise en Autriche et peut-être en Suède.

Et enfin, elle a pu lancer les deux grands projets de la CIAMS que sont la publication d’un livre sur la maternité de substitution et l’écriture d’une convention internationale pour l’abolition du recours à la maternité de substitution.

La CIAMS devra cependant trouver des solutions pour renforcer l’équipe opérationnelle. Un appui en communication a été apporté par Téresa Dominguez de l’organisation Stop Vientres de Alquiler en Espagne, mais deux personnes supplémentaires à temps plein sont nécessaires pour porter la charge de travail liée à la communication interne et externe, à la publication du livre sur la GPA, à la préparation des nouveaux projets, à l’animation des groupes de travail sur la publication du livre, la rédaction de la convention internationale etc.

# Actions en direction du public

## En France

**Journée pour les droits des femmes (8 mars**) - La CIAMS était signataire de l’appel du 8 mars en France (journée de lutte pour les droits des femmes) et présente dans le rassemblement La CIAMS, représentée par les membres du Corp et de CQFD, Lesbiennes féministes ont aussi organisé 3 ateliers en partenariat avec la Maison des Femmes de Paris avec pour thèmes :

La GPA : mieux la connaître, pour mieux la combattre (14 mars 2019)

Les idées reçues sur la GPA (18 avril 2019)

La géopolitique de la GPA (16 mai 2019)

**Journée internationale contre les violences faites aux femmes** ( 25 novembre)

La CIAMS a avancé l’idée que la maternité de substitution doit être considérée comme un élément de la violence à l'égard des femmes et non comme une sous rubrique des droits sexuels et reproductifs ce qui contribue aujourd’hui, non seulement à invisibiliser le sujet, mais aussi à admettre, de facto, qu’il s’agit d’une question de reproduction (et non d’exploitation).

La CIAMS a signé l'appel à la marche féministes et était présente dans le cortège abolitionniste. Dans le cortège, les panneaux de la CIAMS ont reçu des projectiles et ses tracts de la CIAMS ont été déchirés et arrachés par des jeunes femmes présentes dans la marche mais sans possibilité de discussion.

Elle a aussi organisé des interventions publiques :

* Rencontre -débat (19 novembre) : « La maternité de substitution fait partie de la violence à l'égard des femmes en partenariat avec la Maison des Femmes de Paris »
* Conférence(21 novembre) " Quel regard féministe sur la GPA ? à l’initiative du Dorothy Café

**Autres conférences**

* 5 octobre : intervention PMA GPA auprès du CNDF

## En Italie

La Coalition a été invitée à participer à une conférence et à un débat en Italie par deux de ses membres Se Non Ora Quando-Libere et Arcilesbica sur le thème : « Les enfants ni ne se vendent, ni ne se donnent et les femmes ne se louent pas. Pourquoi une Coalition Internationale contre la GPA ?"

* **Conférence à Milan, (18 mai) 'Cambio di civilta' (Changement de civilisation)** <https://www.facebook.com/watch/live/?v=425483238250531&ref=watch_permalink>
* **Débat à Rome** diffusé en streaming (17 mai) organisé par "L'Italia che verrà", un réseau de femmes et hommes de gauche <https://www.facebook.com/watch/live/?v=301869897405696&ref=watch_permalink>

## Serbie

La Coalition a soutenu l’action du Centre autonome des femmes contre la légalisation de la maternité de substitution en Serbie, mais la décision est passée et l’accès à la maternité de substitution figure désormais au Code civil serbe.

# Campagnes

## Plus belle la vie … oui, mais sans GPA (Campagne)

Lancée le 23 juillet, la campagne a rencontré un vif succès. Il s’agissait de confronter la production de la série télévisée « plus belle la vie », diffusée sur la chaîne nationale française FR3, pour son traitement en faveur de la GPA. La série est vue quotidiennement par 5 millions de spectateurs et spectatrices. Les radios et presses nationales ainsi que la presse régionale ont tous évoqué cette campagne, **faisant enfin le lien entre contestation de la GPA et féminisme**

35 organisations et une quinzaine d’individu-e-s se sont associé-e-s à cette campagne. <http://abolition-ms.org/actualites/plus-belle-la-vie-oui-mais-sans-gpa-communique-de-presse/>

## Pour une journée des fiertés LGBT sans exploitation (Campagne)

Cette campagne, a été lancée à l’initiative de 3 organisations espagnoles membres de la CIAMS : Stop Vientres de Alquiler ; RECAV (Réseau espagnol contre le recours à la maternité de substitution) et No Somos Vasijas, Elle a recueilli 920 signatures dont 92 organisations. <https://stopvientresdealquiler.wordpress.com/2019/07/08/92-organizaciones-y-mas-de-920-personas-se-adhieren-al-manifiesto-por-un-orgullo-sn-opresion-y-por-familiaslibresdeexplotacionreproductiva/>

Cette campagne a été relayée par la CIAMS <http://abolition-ms.org/actualites/pour-une-journee-des-fiertes-lgbti-sans-exploitationen-2019/> et nous a permis de recenser, avec l’appui de Stop Vientres de Alquiler, les organisations lesbiennes et les organisations LGBTI qui se sont positionnées contre le recours à la maternité de Substitution <http://abolition-ms.org/tribunes-fr/des-voix-lgbti-selevent-pour-sopposer-au-recours-a-la-maternite-de-substitution-gpa/>

## Cambodge : protestation contre les recommandations du comité CEDEF

Le comité CEDEF, chargé du suivi de la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des Femmes, a recommandé au Cambodge d’annuler une loi interdisant la pratique de la maternité de substitution ( 2016, loi contre le trafic humain). Nous sommes intervenues (en vain) auprès des vice-présidentes du comité pour que le comité CEDEF modifie ses conclusions. Heureusement le Cambodge n’a pas suivi leur recommandations et une nouvelle loi est en discussion pour traiter spécifiquement de la maternité de substitution. Nous avons été profondément choquées des pratiques du comité CEDEF

Extrait de la lettre adressée à l’une des vice-présidentes :

« Nous avons appris qu'au cours de la session CEDEF du 28 octobre 2019 que le OHCHR aurait insisté sur la légalisation de la GPA au Cambodge. Le Cambodge a interdit cette pratique mais souhaiterait organiser cette interdiction avec un nouveau texte de loi.

Selon nos informations, le OHCHR s'appuie, pour étayer sa position en faveur d'une légalisation de la GPA au Cambodge, sur une étude réalisée par l'université de Chicago. <https://chicagounbound.uchicago.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1009&context=ihrc>

Nous avons pris connaissance de cette étude qui pourrait être qualifiée de propagande en faveur de la légalisation de la GPA, tant les droits humains fondamentaux y sont bafoués et détournés.

Pourtant il est clair que la légalisation de la GPA au Cambodge ne relève pas d'un besoin social local , mais répond à des besoins occidentaux.

Nous sommes aussi très sensibles au fait que le développement de la GPA absorbe les meilleures ressources médicales des pays où elle se développe au détriment des populations.

Nous vous remercions de ce que vous pourriez engager au sein du comité CEDAW pour rétablir un meilleur équilibre en faveur d'une visions éclairée des droits des femmes »

# Actions institutionnelles

## CEDH- Cour Européenne pour les droits humains

À la demande de la Cour de cassation française, la CEDH a rendu un avis consultatif concernant la reconnaissance en droit interne d'un lien de filiation entre un enfant né d’une gestation pour autrui pratiquée à l’étranger et la mère d’intention

[https://hudoc.echr.coe.int/eng#{%22display%22:[%220%22],%22languageisocode%22:[%22FRE%22],%22documentcollectionid2%22:[%22OPINIONS%22],%22itemid%22:[%22003-6380431-8364345%22]}](https://hudoc.echr.coe.int/eng" \l "{%22display%22:[%220%22],%22languageisocode%22:[%22FRE%22],%22documentcollectionid2%22:[%22OPINIONS%22],%22itemid%22:[%22003-6380431-8364345%22]})

La Coalition a été autorisée (à sa demande) à envoyer des observations à la CEDH (Ana Luena Stoicea Deram avec des membres du CoRP), voir [http://abolition-ms.org/actualites/observations-ecrites-presentees-par- la-ciams-a-la-cedh-janvier-2019 /](http://abolition-ms.org/actualites/observations-ecrites-presentees-par-%20la-ciams-a-la-cedh-janvier-2019%20/).

À la suite de cet avis consultatif de la CEDH, en Italie, la Cour de cassation Italienne a statué dans le même sens que le parent présumé d’un enfant né d’une gestation pour autrui ne serait pas automatiquement reconnu <https://www.bionews.org.uk/page_142843>

Lire également le communiqué de presse de la Coalition sur l'avis consultatif de la CEDH expliquant pourquoi cet avis n'est pas satisfaisant. <http://abolition-ms.org/non-classe-fr/cp-avis-consultatif-de-la-cedh-sur-la-filiation-des-enfants-nes-par-gpa-a-letranger/>

## Cour de Cassation France et CEDH Action d’Arcilesbica

L’association Arcilesbica s’est portée partie devant la Cour européenne des droits de l’homme, et ensuite devant la Cour de cassation, dans l’affaire de la reconnaissance de la filiation d’un parent d’intention d’enfants nés par GPA (affaire Mennesson). Ces actions sont les seules où une association de défense des droits des femmes ait tenté de faire connaître les violences subies, par contrat, par les mères porteuses. Et les deux instances ont déclaré irrecevable son intervention. **Car l’accepter aurait conduit à analyser, sur le fond, ses observations, et constater la transgression du respect des droits humains des femmes et des enfants, sur laquelle repose la GPA.**

## New York CSW63 2019

Le Lobby suédois des femmes, appuyé par la CIAMS, a organisé une réunion lors de la NEW YORK CSW63 (Commission de la condition de la femme. 63ième session) avec Julien Boutembourg négociateur auprès de l'UE (responsable politique, Droits de l'homme et affaires sociales, délégation de l'UE auprès de l'ONU). Des organisations membres françaises et espagnoles de la CIAMS y ont participé avec le lobby suédois des femmes.

*Extrait du compte rendu « Nous lui avons aussi demandé si la question de la GPA était arrivée à la mission de l'UE et si elle était évoquée lors des discussions internationales et à l’ONU.*

*Il nous a répondu que nous étions loin de voir aborder cette question dans les “conclusions négociées »*

*Il s’agit plutôt de défendre un langage et des droits très élémentaires.*

*Il a également souligné qu’il n’y actuellement aucun pays demandant la légalisation de la GPA (N.B.* Depuis la Serbie l’a légalisée et les pressions sont fortes dans tous les pays) *On a essayé de lui expliquer que le phénomène existe et se développe rapidement. L’Union Européenne doit donc defender et protéger les droits des femmes, tout particulièrement pour celles qui, avec la GPA, perdent l’accès à leurs droits «*

*Nous pensons qu’il était important de créer ce contact et d’entamer le dialogue Après la réunion, nous lui avons adressé nos arguments et des informations.*

## Lettre à ONU FEMMES

La Coalition a envoyé une lettre au Conseil d’Administration de ONU FEMMES pour leur demander « d’entreprendre toutes les démarches nécessaires pour que l'Assemblée Générale des Nations Unies se prononce publiquement pour la prohibition mondiale de la gestation pour autrui (GPA) ». (Remerciements à Diane Guilbault de PDF Québec). Aucun retour.

## ONU Rapporteure spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants

La Rapporteure spéciale a lancé un appel à contribution pour l’aider à « à obtenir des informations et à élaborer des recommandations détaillées sur les droits des enfants nés de contrats de maternité de substitution du point de vue de l'intérêt supérieur de l'enfant tel qu'il est énoncé dans la Charte internationale des droits des êtres humains.». La façon dont cet appel est rédigé mène directement à des recommandations de type réglementaires

La Coalition a envoyé une contribution (Ana Luana Stoicea Deram), évitant ce piège, réaffirmant sa position : l’abolition de la maternité de substitution : 1- La maternité de substitution est intrinsèquement contraire aux droits de l'homme. 2. La manipulation et la commercialisation de l'état civil de l'enfant par des adultes qui en disposent sont contraires à l'intérêt supérieur de l'enfant. Malheureusement, ses conclusions finales proposent uniquement de développer des instances de régulation et garanties procédurales. Se référer au communiqué de presse émis par le CoRP qui analyse très bien sa conclusion <https://collectif-corp.com/2019/08/24/communique-de-presse-3/>

GENEVE (réunion régionale du CEDAW du 28 au 30 octobre)

Ana Luana et marie Josèphe Devillers ont participé aux journées à la réunion de la CEDAW à Genève ce qui a permis de prendre contact avec Nicole Ameline, vice-présidente du comité CEDAW et Mme Dubravka Šimonovic, rapporteure spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes, Delphine O ambassadrice et chargée de l'organisation du forum Génération Égalité (Beijing + 25 ) à Paris (prévu initialement en juillet 2020 à Paris et rapporté en 2021 en raison de la pandémie).

La CIAMS a aussi participé et participe encore au groupe de travail composé d’organisations féministes qui ont contesté le rapport fallacieux présenté comme émanant des ONG et mettant en avant le travail du sexe.

# Actions auprès des politiques

## Campagne Interpellation des partis politiques sur la GPA à l’occasion des élections européennes sous le titre « Ne pas réglementer la GPA, mais l’abolir ! »

Des organisations espagnoles et italiennes ont déjà interrogé les partis politiques sur la maternité de substitution. L'organisation «Comision para la investigacion de malos tratos a mujeres – Espagne » a choisi 8 thèmes sur lesquels se concentrer pour pouvoir interpeller les partis politiques par l'intermédiaire des membres de la Coalition dans différents pays européens.

Le «Lobby suédois des femmes» en Suède, «Stopptleihmutterschaft» en Autriche, a relayé la campagne:  
««Comision para la investigacion de malos tratos a mujeres – Espagne » via Facebook.

**En Italie**: Arcilesbica, Se Non Ora Quando ... Libere avec d'autres organisations ont créé un site spécifique à cet effet et ont obtenu des réponses positives de la part des futurs députés. . [CAMPAGNA NO GPA ELEZIONI EU 2019 – Campagna attivata da ICAMS e realizzata in Italia da diverse realtà femministe](http://www.nogpa.org/). (réf. expirée )  
En France: la Coalition, associée à ses membres français et à d'autres organisations proches, a pris contact avec les partis candidats (identifiés comme étant en faveur des droits de l'homme) et a relayé la campagne <http://abolition-ms.org/nos-actions-fr/requete-adressee-aux-partis-candidats-aux-elections-europeennes-2019/>

# Publication

## Actes du colloque 2018

Nous sommes parvenus à publier les Actes du colloque du 28 septembre 2018 au Palais du Luxembourg : pour le respect des femmes et des enfants, abolir la maternité de substitution. « POUR LE RESPECT DES FEMMES ET DES ENFANTS, ABOLIR LA %ATERNITE DE SUBSTITUTION »

## Tribunes

Tribunes : <http://abolition-ms.org/actualites/pour-eradiquer-les-violences-contre-les-femmes-il-faut-abolir-le-systeme-patriarcal/>

# Fonctionnement

Demande de subvention conseillée par le lobby suédois des femmes, répons négative.

La CIAMS a été admise à utiliser un espace de travail au sein de la Cité de L’égalité à Paris.